

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 29 OCTOBRE 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-neuf octobre à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Fabienne TREZEGUET DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON.

Étaient absents : MM. Michel PEDURAND, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Hélène AYMARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

M. PEDURAND à M. GUIHARD
Mme BEYRET TRESEGUET à Mme DE MACEDO
M. CASTAGNOS à Mme SAMANIEGO
Mme SASSI à M. CADAYS
Mme FAURE à Mme LEVEUR
M. PIBOYEUX à M. LASSERRE
M. LACRAMPE MOINE à M. GIRARDI
Mme MOSCHION à M. PIAZZON

Madame Fabienne DE MACEDO a été élue secrétaire de séance.

Monsieur le Maire présente au conseil le nouveau percepteur, Monsieur BAILLY.
Monsieur le Maire remercie Monsieur SALIN MARTY, de la société ICARE, de venir nous présenter son rapport sur l'Adduction d'Eau Potable et l'Assainissement Collectif d'Aiguillon.

Rapports annuels sur le Prix et la Qualité des Services (R PQS) – Année 2018 – Adduction Eau Potable / Assainissement Collectif – VEOLIA

Le conseil municipal est appelé à approuver les rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement pour l'année 2018.

Destinés en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence, ils sont basés sur des indicateurs techniques et financiers.

Sur le territoire du centre-bourg, la commune d'Aiguillon a mandaté la société ICARE pour l'analyse de ces rapports (joints en annexes n° 1 à 4), sur la base :

- du rapport annuel du délégataire VEOLIA EAU,
- de visites de contrôle des installations,
- du rapport annuel concernant la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, rédigé par la Délégation territoriale de Lot-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé, de la note d'information établie par l'Agence de l'eau Adour-Garonne sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Dans la partie rurale de la commune, c'est le syndicat EAU 47, compétent, qui rédige et transmet le rapport, au conseil municipal pour approbation (gestionnaires : SAUR et Lyonnaise des eaux). Ce rapport a été approuvé en séance du 24 septembre 2019.

Tous ces rapports sont tenus à la disposition du public en mairie, dans les 15 jours suivant leur présentation devant le Conseil Municipal.

*Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu cet exposé,*

- **PREND ACTE** du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'assainissement et de distribution d'eau potable (partie urbaine) relatif à l'exercice 2018, rédigé par VEOLIA EAU, délégataire, compétent.
- **MANDATE** monsieur le maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

- *Discussions sur l'adduction d'eau potable :*

Monsieur SALIN MARTY présente son rapport et décrit les performances du Service. En 2018, l'indice linéaire de pertes était de 4.12 m³ par kilomètre et par jour.

Monsieur GIRARDI demande pourquoi on attend d'arriver à ces pertes qui sont importantes, pour agir. Il demande ce que fait VEOLIA. Il ajoute qu'on reproche aux paysans de gaspiller l'eau non potable, et là il s'agit de perte d'eau potable.

Monsieur SALIN MARTY répond que ce n'est pas VEOLIA, c'est la collectivité, les responsables sont la collectivité. La canalisation passe au milieu des champs et c'est très difficile d'y accéder.

Monsieur GIRARDI dit que pour connaître un peu le système, il y a des systèmes efficaces, et ce gaspillage est scandaleux.

Monsieur SALIN MARTY dit que les coûts vont être supportés par les consommateurs.

Monsieur GIRARDI dit que ce qu'il se passe, c'est que tant qu'on n'est pas à 65 % de rendement net (NDLR : 87 % en 2016, 73.2 % en 2018, en dessous de 65 % cela devient critique) on laisse couler, donc le gaspillage va continuer.

Monsieur le Maire répond que le futur délégataire sera tenu d'améliorer le rendement et EAU 47 procèdera aux investissements nécessaires pour le renouvellement des canalisations, notamment du forage de Brot jusqu'à Pelagate. Sur l'interconnexion des différents réseaux, Eau 47 a déjà commencé entre les réseaux urbains et nos réseaux, toute la canalisation depuis Port-Sainte-Marie est en train d'être changée.

Pour résumer, Monsieur SALIN MARTY nous dit qu'il s'agit d'un service avec des critères financiers très bons, les critères techniques sont moins bons et se dégradent. C'est un service de bonne qualité mais il faut faire attention aux rendements et aux fuites.

Monsieur PIAZZON dit qu'au niveau de l'eau, il n'y a pas d'abonnement collectif de la collectivité avec Eau 47, il faudra donc s'attendre à un abonnement collectif avec une tarification plus élevée.

Monsieur SALIN MARTY dit que le contrat a été négocié dans le temps avec ce qui était dedans.

Monsieur PIAZZON dit qu'on fait partie des communes qui ne sont pas chères.

- **Discussions sur l'assainissement collectif :**

Monsieur SALIN MARTY présente son rapport et décrit les indicateurs réglementaires de Performance. Il explique que la quantité de boues sortant des stations d'épuration a diminué entre 2017 et 2018. Il précise que la quantité de boue, c'est la quantité de pollution qui est sortie de la station d'épuration, il y a eu moins de boue de sortie, ce n'est pas bon car cela veut dire que c'est reparti dans le milieu naturel.

Monsieur le Maire dit que pour les boues, c'est un problème récurrent, lié au contrat qui s'achève où VEOLIA était tenu de faire quatre extractions de boues par an, mais suite aux renégociations, ils avaient augmenté ce chiffre, cela peut expliquer la variation de la quantité de boue extraite par année de la station d'épuration. Pour la vétusté de la station, elle a son âge, elle fonctionne tout de même. Il faut savoir que dans le cadre du transfert à Eau 47, une nouvelle station sera opérationnelle en 2023, les études vont commencer en 2020 et il faut bien ce rythme-là pour construire une station de cette taille-là. Il y a peu de chance qu'on puisse reconstruire une station dans la même zone, car nous sommes dans une zone inondable et nous sommes aussi trop approché des habitations, il faudra s'éloigner de la ville. Il s'agit aussi de zones inondables donc cela va poser deux questions : trouver un terrain bien localisé et construire une canalisation car tout arrive actuellement à la station. Il faudra remonter de l'ancienne à la nouvelle, donc un tuyau entre 1,5 et 2km de long pour remonter les eaux jusqu'à la nouvelle station.

Monsieur SALIN MARTY dit que le cheminement entre l'ancienne station et la nouvelle sera lourd d'investissement.

Monsieur le Maire répond que c'est VEOLIA qui fera les investissements.

Monsieur LASSERRE dit que l'eau des piscines, on la paye c'est normal, mais l'assainissement on ne devrait pas le payer,

Monsieur SALIN MARTY dit que l'eau des vidanges des piscines ne va pas dans les eaux usées, mais va dans les eaux de pluie. Il faut éviter de vider les piscines en hivers aussi. Une piscine, ça ne se vide pas normalement, ça se renouvelle oui mais c'est tout. Les personnes qui ont une autre source que l'eau potable, il faut le déclarer en mairie, comme les réservoirs d'eau de pluie.

Monsieur le Maire termine en remerciant Monsieur SALIN MARTY car il a permis à la collectivité de négocier avec VEOLIA et de financer des travaux dans ces deux domaines.

Présentation du rapport annuel d'activité 2018 – Sdee 47

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que la commune d'Aiguillon est membre du Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

En application de l'article 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales le syndicat a fait parvenir à la commune son rapport d'activité pour l'année 2018. Ce dernier retrace les actions menées par le SDEE47 et l'évolution des services proposés aux communes adhérentes au cours de l'année précédente.

Cette année, le SDEE a fait parvenir une version dématérialisée de ce rapport, qui reste consultable et téléchargeable sur le site internet du syndicat (annexe n°5).

Le Conseil Municipal est appelé à prendre acte du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2018, élaboré par le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

***Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu cet exposé,***

- **PREND ACTE** du rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2018, élaboré par le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

** * * * **

RAPPORTEUR : Monsieur GUIHARD

Monsieur GUIHARD précise qu'il n'est pas le délégué du Sdee 47 mais que le Président lui a donné quelques informations.

Monsieur GUIHARD explique que le Sdee 47 se charge non seulement de l'électricité dans toutes les communes du département, mais il est aussi propriétaire du réseau. Ce sont 200 000 usagers, près de 4 000 producteurs. Le Sdee 47 concerne tout ce qui est éclairage public et la signalisation tricolore, la gestion des réseaux de gaz, le réseau de chaleur et les bornes de recherche électrique. Aiguillon est l'une des 5 communes à utiliser le plus le syndicat Sdee 47 dans le département.

La délégation a été renouvelée en 2018, nouveau contrat signé au tarif réglementé pour les 30 prochaines années. Au niveau des budgets, 30 millions pour les recettes dont 12 en fonctionnement. 22 millions pour les dépenses, dont 16 millions en investissement. Créée en 2018, la SEM d'énergie a pour but d'aider au financement, de financer tout ce qui est installation d'énergies renouvelables.

Monsieur CADAYS dit qu'à Sainte Radegonde, les projecteurs ont été changés, mais il y a eu au moins 5 pannes. On nous avait dit que sous 3 jours il y avait réparation, mais ça a duré plutôt 30 jours, heureusement la Directrice Générale et la Directrice des Services Techniques ont réagi pour régler les choses. Qu'il y ait une panne on peut le comprendre, qu'il y en ait plusieurs et que ça dure longtemps ce n'est pas acceptable. Pour réparer, il faut creuser au pied de chaque poteau, c'est un problème assez particulier, s'il y a autant d'argent, ils pourraient embaucher plus de personnel.

Monsieur le Maire dit que s'il y a autant d'argent c'est parce que les communes payent, délégation ne veut pas dire gratuité.

Monsieur GUINGAN dit qu'on peut s'interroger sur les transferts.

Monsieur le Maire dit qu'on peut effectivement s'interroger sur l'opportunité des transferts. Il dit qu'on verra si le poteau téléphonique sera réparé rapidement, poteau qui a été pris pour cible par une voiture il y a une dizaine de jours.

Monsieur GIRARDI dit qu'il n'est pas certain que si on faisait ces travaux en interne on serait aussi efficace, car il faudrait moderniser l'équipement.

Monsieur le Maire dit qu'il y a le projet qui va démarrer, de création de la chaufferie bois énergie qui chauffera à partir de l'automne prochain, pour l'ensemble des bâtiments publics d'Aiguillon.

DOMAINE ET PATRIMOINE

Cession à titre gracieux d'une parcelle à la Région Nouvelle Aquitaine en vue de l'extension de la cité scolaire Stendhal

Monsieur le Maire expose le projet d'extension et de rénovation de la cité scolaire Stendhal d'Aiguillon placée sous la responsabilité de la Région.

La cité scolaire étant implantée sur une emprise foncière particulièrement contraignante, la Région a sollicité de la Commune d'Aiguillon la cession à titre gracieux d'une parcelle située à proximité immédiate du lycée, partie de son domaine public (annexe n°6).

Considérant cela, la commune a commandé la division de la parcelle destinée à accueillir l'extension de la cité scolaire. Le document d'arpentage sur lequel les limites et la numérotation de la parcelle à céder seront reportées n'est pas arrêté. Toutefois, le document joint à la présente délibération indique la modification du parcellaire cadastral et l'emprise de la parcelle à céder pour une surface de 1089 m².

Conformément à la réglementation, la commune a sollicité l'avis des Domaines rendu le 25 septembre 2019.

VU les dispositions de l'article L3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques selon lesquelles les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils

sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ;

Considérant que l'acte de vente sera passé en la forme administrative par la Région Nouvelle Aquitaine ;

Considérant l'intérêt pour la Commune d'Aiguillon de soutenir un tel projet, la cité scolaire Stendhal accueillant 1000 élèves et plus d'une centaine de professionnels, et depuis la rentrée scolaire 2019, une classe de BTS en économie sociale et familiale, favorisant ainsi l'attractivité de notre Commune.

Il est proposé au Conseil municipal la cession à titre gracieux de la parcelle telle qu'elle est figurée sur le plan en annexe pour une surface de 1089 m² dans les conditions prévues à l'article L3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** la cession à titre gracieux de la parcelle n° I 2084 d'une surface de 1089 m² à la Région Nouvelle Aquitaine,
- **DIT** que la Région Nouvelle Aquitaine établie l'acte de cession en la forme administrative,
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour signer les documents afférents à ce dossier.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

** * * * **

Monsieur le Maire souhaite rendre un hommage à Monsieur JAMET qui a réussi à convaincre en 1958, la création d'un Lycée dans le Château d'Aiguillon et la Région à payer l'intégralité des travaux. Cela a fourni une grande attractivité à la ville d'Aiguillon. De la maternelle jusqu'au BTS, on peut rester à Aiguillon. Il faut mettre aux normes l'internat avec toutes les commodités actuelles. Pour cela, il faut déplacer l'administration qui est actuellement dans le Château.

Monsieur COURET dit qu'on devait conserver un passage, et demande si pour les peupliers à côté de l'école cela ne pose pas de problème de santé.

Monsieur le Maire dit que ça n'a pas été déclaré comme causant des allergies trop importantes.

Demande de subvention à la DRAC – Réhabilitation extérieure des pavillons du Château – Tranche 4

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018 :

- le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,

- le montant total des dépenses éligibles aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC ; la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se déroulent sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La commune a obtenu de la DRAC un soutien financier pour les trois premières tranches de travaux à hauteur totale de 238 716 € ce qui représente 30% des dépenses réalisées éligibles au titre du projet de restauration des pavillons du Château inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les travaux de la dernière tranche débiteront au cours du premier trimestre 2020 dans la continuité de la restauration actuellement menée et bientôt terminée pour le pavillon de la Comédie. Le coût total de la tranche 4 est estimé à 578 872 € soit un total TTC de 705 446,40 €, le portage TVA est de 117 574.40€.

*Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,*

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **VALIDE** le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour la tranche 4 de travaux,
- **VALIDE** le plan de financement suivant :

Dépenses HT	Recettes	Montant	%
587 872 €	DRAC	176 361 €	30%
	Région Nouvelle Aquitaine - Subvention sollicitée en attente de décision	120 000 €	20%
	Département de Lot et Garonne - Subvention sollicitée en attente de décision	42 000 €	7%
	Autofinancement Communal	249 511 €	43%
Total 587 872 €	Total	587 872 €	

- **ENGAGE** la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- **PREND** en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 117 574.40 €,
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 705 446.40 € TTC (578 872 € HT) au budget communal,

- **S'ENGAGE** à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC
- **AUTORISE** monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la DRAC,
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

Monsieur le Maire rappelle que c'est le fait d'obtenir la subvention de la DRAC qui déclenche en cascade l'attribution des autres subventions.

Demande de subvention à la Région Nouvelle Aquitaine – Réhabilitation extérieure des pavillons du Château – Tranche 4

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018 :

- le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,
- le montant total des dépenses éligibles soit 1 390 762 € aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC ; la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se déroulent sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La commune a obtenu de la Région un soutien financier pour les trois premières tranches de travaux à hauteur totale de 228 116 € ce qui représente 28% des dépenses réalisées éligibles au titre du projet de restauration des pavillons du Château inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les travaux de la dernière tranche débiteront au cours du premier trimestre 2020 dans la continuité de la restauration actuellement menée et bientôt terminée pour le pavillon de la Comédie. Le cout total de la tranche 4 est estimée à 578 872 € soit un total TTC de 705 446, 40 €, le portage TVA est de 117 574.40 €.

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **VALIDE** le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour la tranche 4 de travaux,

- VALIDE le plan de financement suivant :

Dépenses HT	Recettes	Montant	%
587 872 €	DRAC – Subvention sollicitée en attente de décision	176 361 €	30%
	Région Nouvelle Aquitaine	120 000 €	20%
	Département de Lot et Garonne - Subvention sollicitée en attente de décision	42 000 €	7%
	Autofinancement Communal	249 511 €	43%
Total 587 872 €	Total	587 872 €	

- ENGAGE la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- PREND en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 117 574.40 €,
- INSCRIT les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 578 872 € TTC au budget communal ,
- S'ENGAGE à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC,
- AUTORISE monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la Région Nouvelle Aquitaine,
- AUTORISE monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

Demande de subvention au Département de Lot et Garonne – Réhabilitation extérieure des pavillons du Château – Tranche 4

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité lors de sa séance du 10 juillet 2018 :

- le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des pavillons,
- le montant total des dépenses éligibles soit 1 390 762 € aux régimes de subvention des partenaires institutionnels que sont la DRAC ; la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Lot et Garonne, et à autoriser monsieur le Maire à déposer les dossiers de demande de concours financiers auprès de ces derniers.

Le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures se découpe en quatre tranches de travaux qui se déroulent sur 3 exercices budgétaires, de 2018 à 2020.

La commune a déposé auprès du Département de Lot et Garonne une demande de subvention pour la tranche 3 à hauteur de 42000 €ce qui représente 12% des dépenses réalisées éligibles

au titre du projet de restauration des pavillons du Château inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les travaux de la dernière tranche débuteront au cours du premier trimestre 2020 dans la continuité de la restauration actuellement menée et bientôt terminée pour le pavillon de la Comédie. Le cout total de la tranche 4 est estimée à 578 872 € soit un total TTC de 705 446, 40 €, le portage TVA est de 117 574.40€.

*Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,*

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **VALIDE** le projet de réhabilitation des enveloppes extérieures des deux pavillons pour la tranche 4 de travaux,
- **VALIDE** le plan de financement suivant

Dépenses HT	Recettes	Montant	%
587 872 €	DRAC – Subvention sollicitée en attente de décision	176 361 €	30 %
	Région Nouvelle Aquitaine – Subvention sollicitée en attente de décision	120 000 €	20 %
	Département de Lot et Garonne	42 000 €	7 %
	Autofinancement Communal	249 511 €	43 %
Total 587 872 €	Total	587 872 €	

- **ENGAGE** la commune à prendre à sa charge le solde de l'opération sur ses fonds propres ou par emprunt,
- **PREND** en charge le préfinancement de la TVA à hauteur de 117 574.40 €,
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes dans leur totalité soit 578 872 € TTC au budget communal ,
- **S'ENGAGE** à débiter les travaux après notification de l'autorisation de la DRAC,
- **AUTORISE** monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès du Département,
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

Publié le 04/11/2019
Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

Classement dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'acquiescer à l'amiable des voies privées ouvertes à la circulation publique afin de les intégrer au domaine public communal. Il ajoute que tous les propriétaires ont donné leur accord écrit pour cette cession amiable.

Considérant que ces voies privées sont déjà ouvertes à la circulation publique et que leur passage au domaine public communal n'aura aucune conséquence sur les fonctions de desserte ou de circulations assurées par la voie, ni sur les droits d'accès des riverains, il est fait application de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière qui permet la dispense d'une enquête publique préalable.

Il précise que la situation cadastrale de ces voies privées ouvertes à la circulation publique est la suivante :

Nom de la rue	Section cadastrale	Contenance
Impasse des cerisiers	Section ZP n°199	10 a 62 ca
Rue des Alouettes	Section E n°1404 et 1405	5 a 72 ca
Impasse Yves du Manoir	Section E n°1054	7 a 85 ca
Rue Mozart	Section E n°1005	10 a 41 ca
Rue Michelet	Section I n°1466	3 a 45 ca

soit une surface totale de : 38 a 05 ca, soit 3805 m².

*Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,*

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** l'intégration au domaine public de la commune d'Aiguillon des parcelles sises section ZP n°199, Section E n°1404, 1405 ; 1054, 1005 et Section I n°1466 pour une contenance totale de 3805 m².
- **CHARGE** monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

Publié le 04/11/2019
Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

Convention de mise à disposition des locaux à titre gracieux pour l'Etat

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Un projet a été mis en œuvre, en 1987, conjointement entre la ville d'Aiguillon et l'Etat, représenté par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Nouvelle-Aquitaine (Service Régional de l'Archéologie) en vue de la création d'un centre archéologique spécialisé dans l'étude, la conservation et le traitement des vestiges archéologiques de la préhistoire jusqu'à

l'époque moderne (financé à 50%, pour la construction du bâtiment, par le Ministère de la Culture et de la Communication – Sous-direction de l'Archéologie).

Propriété de la Ville d'Aiguillon, ce centre est ouvert depuis 1990. Une convention de mise à disposition signée la même année entre la municipalité et l'Etat, puis renouvelée par trois fois, a permis jusqu'à aujourd'hui l'accueil et la gestion de collections archéologiques issues d'opérations menées essentiellement sur Aiguillon et les communes limitrophes. La configuration des espaces (laboratoire, salle d'étude) a également permis la mise à disposition desdites collections, pour étude, auprès de la communauté scientifique.

Depuis le Néolithique jusqu'à l'époque moderne, le territoire d'Aiguillon possède un riche patrimoine mis en valeur par de nombreuses recherches archéologiques anciennes et récentes. L'importante quantité de vestiges mis au jour lors des découvertes et des fouilles, aujourd'hui conservée dans ce centre archéologique, doit encore faire l'objet de programmes d'études complémentaires. En tenant compte du riche potentiel du sous-sol de ce territoire, les opérations archéologiques futures alimenteront les réserves actuelles et les programmes de recherche qui leur seront dédiées.

Le Service Régional de l'Archéologie a donc des besoins en matière de conservation de collections archéologiques et de salles d'études sur ce territoire, qui nécessitent la poursuite de l'occupation de ce centre archéologique.

En contrepartie de cette mise à disposition, la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Nouvelle-Aquitaine (Service Régional de l'Archéologie) propose d'initier ou d'accompagner, en concertation avec la ville d'Aiguillon, des manifestations en lien direct avec l'actualité de l'archéologie sur cette commune et les territoires limitrophes. Ces événements pourraient se traduire par la mise en place de conférences, d'expositions temporaires dans des salles communales ou autres adaptées et mises à disposition gracieusement et par l'ouverture au public du centre archéologique lors de manifestations nationales en lien avec l'archéologie notamment : les Journées européennes du Patrimoine, la Fête de la science, les Journées nationales de l'Archéologie.

Dans ce cadre, la présente délibération est destinée à constater le renouvellement du bail du 29 mai 2015 dont la location, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2014, prend fin le 31 décembre 2019 (joint en annexe n°8).

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** le principe de gratuité de la mise à disposition du local sis rue de l'Abbé Pierre à l'Etat,
- **APPROUVE** le modèle de convention communale de cette mise à disposition gracieuse tel que joint en annexe,
- **MANDATE** Monsieur le maire pour signer ladite convention et la faire appliquer.

*Publié le 04/11/2019
Visa Préfecture le 31/10/2019*

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit du centre archéologique, centre départemental archéologique qui est sur Aiguillon et géré par le service régional de l'archéologie. La précédente convention est arrivée à terme, il faut donc la renouveler dans les mêmes conditions.

Monsieur CADAYS dit que ça serait utile que ce soit ouvert plus souvent.

Monsieur le Maire dit que c'est aussi la volonté du Service Régional de l'Archéologie, toute une démarche qui est entreprise pour être plus ouvert au public, tout en sachant que c'est un lieu de stockage et d'étude, pas un lieu d'exposition.

Monsieur CADAYS dit qu'il faut qu'il y ait des explications en même temps,

Monsieur le Maire dit que pour ce que soit exposé, il faut que ce soit restauré mais la restauration ne se fait plus sur place. La recherche archéologique a été soumise au marché concurrentiel, ce qui a éliminé quasiment toutes les associations d'archéologie au profit de sociétés d'archéologie comme l'INRAP ou HADES. Le centre archéologique, qui faisait des fouilles archéologiques, n'a plus le droit de le faire, la restauration étant désormais confiée à des sociétés spécialisées.

Monsieur COURET dit qu'on est propriétaire des locaux, et qu'ils ne nous font pas de cadeaux quand ils font des travaux.

Monsieur le Maire dit que ce ne sont pas les mêmes, là on loue à l'Etat, ce n'est pas qu'on est généreux, on a juste pas le choix.

Monsieur CADAYS dit que l'Etat a fait disparaître beaucoup d'associations.

Monsieur le Maire répond que oui mais ça a expertisé la recherche archéologique et donc la connaissance de notre patrimoine historique. Il ajoute que le centre sera ouvert à l'occasion des journées de l'archéologie au mois de juin, ou pour les journées du patrimoine, et surtout cela fournira le point d'appui d'un projet qui peut être plus important sur l'exposition permanente des vestiges archéologiques d'Aiguillon dans un local permanent, en collaboration avec la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas, les services de la DRAC, la commune et l'office du tourisme, et aussi pourquoi pas une association archéologique.

INTERCOMMUNALITÉ

Adoption des modifications des statuts du SIVU chenil fourrière

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Le 14 septembre 2019, le Comité Syndical du SIVU Fourrière de Lot-et-Garonne s'est prononcé en faveur de la modification de ses statuts.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de modifier les statuts de l'établissement, afin de faciliter la mise en œuvre des réunions de l'organe délibérant et ainsi permettre plus de fluidité et de réactivité dans la prise des décisions ayant trait à son fonctionnement.

Cette modification porte notamment sur la création d'un collège électoral par les communes membres d'un même secteur ainsi que sur l'élection de délégués titulaires et suppléants au sein de chaque collège électoral (annexe n°9).

En vertu de l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est appelé à approuver cette modification dans un délai de 3 mois.

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

*24 voix pour,
1 voix contre (Monsieur Bernard COURET),
0 abstention,*

- **APPROUVE** la modification des statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique du chenil-fourrière de Lot-et-Garonne auquel la Commune d'Aiguillon est adhérente, selon le modèle joint en annexe,
- **MANDATE** monsieur le maire pour en informer ledit syndicat

*Publié le 05/11/2019
Visa Préfecture le 05/11/2019*

* * * * *

FINANCES PUBLIQUES

Décision modificative n°2019-02

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à la régularisation d'écriture entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **APPROUVE** la décision modificative n°2 proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2019 :

INVESTISSEMENT						
Opération	Libelle	Chapitre	article	Dépenses	Recettes	Objet
Opérations réelles						
	Emprunt	16	1641	3 500,00 €		Emprunts Assainissement échéance 2018
				3 500,00 €	0,00 €	
	Immobilisations incorporelles	20	2031	8 640,00 €		Etude et relevé topo faisabilité aménagement cité Lagravisse - cité Lalanne - cité Bernafort
				8 640,00 €		
Immobilisations corporelles		21	2112	-8 640,00 €		Etude et relevé topo faisabilité aménagement cité Lagravisse - cité Lalanne - cité Bernafort
			2135	6 540,00 €		Ad'Ap
			2115	10 985,00 €		Régularisation comptable - parking stade M. Durand
			2183	1 100,00 €		2 tablettes enfance
				9 985,00 €		
	Immobilisations incorporelles	23	2315	-10 985,00 €		Régularisation comptable - parking stade M. Durand
				-10 985,00 €		
OP 44	PVR CAP GARONNE	23	2315	-3 500,00 €		Emprunts Assainissement échéance 2018
				-3 500,00 €		
OP 61	Réhab. Intérieur pavillon comédie	23	2313	-375 490,00 €		MOE - CT - SPS et Travaux - AI Pavillons Comédie
				-375 490,00 €		
OP 62	Réhab. Intérieur pavillon nord	21	21318	375 490,00 €		MOE - CT - SPS et Travaux - AI Pavillons Nord
				375 490,00 €		
Sous total Investissement				7 640,00 €	0,00 €	
Opérations ordre						
	Opérations financières	1641	020			
Sous total Opération réelles - investissement				0,00 €	0,00 €	
Opération d'ordre						
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		021			7 640,00 €	
Sous total Opération d'ordre - investissement				0,00 €	7 640,00 €	
Total section d'investissement				7 640,00 €	7 640,00 €	
FONCTIONNEMENT						
	Libelle	Chapitre	désignation	Dépenses	Recettes	Objet
Opérations réelles						
	Charges à caractère général	011	6238	-1 100,00 €		Acquisition 2 tablettes en investissement
			60632	-6 540,00 €		Ad'Ap
				-7 640,00 €		
Sous total Fonctionnement				-7 640,00 €	0,00 €	
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement		023		7 640,00 €		
Sous total opération d'ordre - Fonctionnement				7 640,00 €	0,00 €	
Total Section de fonctionnement				0,00 €	0,00 €	
TOTAL Général				7 640,00 €	7 640,00 €	

Publié le 05/11/2019

Visa Préfecture le 04/11/2019

* * * * *

Eligibilité au FCTVA des dépenses d'investissements

Vu l'article L2122-21 C.G.C.T,

Vu les articles L2321-2 et L2321-3 C.G.C.T.,

Vu l'arrêté du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local,

Vu la circulaire interministérielle du 26 février 2002,

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Vu la circulaire N° NOR/INT/BO200959C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local, le conseil municipal est appelé à compléter la nomenclature des biens meubles considérés comme des valeurs immobilières à inscrire en section d'investissement.

Cette nomenclature fixe la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature. Cette liste est présentée par rubrique dont le contenu peut être complété, chaque année, par l'assemblée délibérante de la collectivité sous réserve que ces biens revêtent un caractère de durabilité et ne figurent pas explicitement parmi les comptes de charges ou de stocks. En outre, cette délibération annuelle peut être complétée, si nécessaire en cours d'année par une deuxième délibération.

La nomenclature des biens meubles considérés comme valeurs immobilisées comprend XII rubriques :

- I) Administration et services généraux
- II) Enseignement et formation
- III) Culture
- IV) Secours, incendie et police
- V) Social et médico-social
- VI) Hébergement, hôtellerie et restauration
- VII) Voirie, réseaux divers
- VIII) Services techniques, atelier, garage
- IX) Agriculture et environnement
- X) Sport, loisirs et tourisme
- XI) Matériel de transport
- XII) Analyses et mesures

Dès lors, le Maire vous propose de compléter certaines rubriques pour pouvoir imputer les dépenses correspondantes en section d'investissement. L'intérêt de cette proposition étant de permettre leur éligibilité au Fonds de Compensation de la T.V.A (FCTVA).

A cet effet, il est nécessaire d'inclure à la délibération le tableau (annexe n°10) qui reprend par rubrique la liste des biens meubles, destiné à compléter la nomenclature définie par l'arrêté du 26 octobre 2001. Etant rappelé que le Conseil Municipal, lors de sa séance du 18 juillet 2014, avait décidé de fixer à un an la durée d'amortissement des biens d'une valeur unitaire inférieure à 800 € TTC, conformément aux dispositions de l'article L2321-1 CGCT.

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ADOPTÉ** le tableau joint en annexe qui reprend par rubrique la liste des biens meubles, destinée à compléter la nomenclature définie par l'arrêté du 26 octobre 2001 susvisé.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

Désherbage d'ouvrage 2019

La médiathèque d'Aiguillon est régulièrement amenée, dans le cadre de l'actualisation et du suivi des collections, à procéder à un bilan de celles-ci appartenant à la Ville en vue de la réactualisation des fonds.

Le dernier désherbage à la Médiathèque d'Aiguillon date de mai 2017.

Le désherbage 2019 de la Médiathèque consiste à retirer des rayonnages en magasin ou en libre-accès les documents qui ne peuvent plus être proposés au public. On parle également d'élimination, d'élagage, de retrait, de révision ou de réévaluation.

Un document peut aussi être réparé, retiré momentanément du fonds. Désherber ne veut donc pas forcément dire détruire mais redistribuer, dans des bibliothèques ou des sections plus appropriées, les ouvrages mal ou peu utilisés.

Le désherbage à la Médiathèque doit servir principalement à :

- Élaguer la collection de documents qui n'y ont plus leur place,
- Aérer les rayonnages (facilitant ainsi l'accès aux documents, valorisant certains ouvrages moins « noyés dans la masse »),
- Actualiser les collections,
- Évaluer la cohérence d'un fonds et sa pérennité.

Si un document est éliminé (retiré définitivement de la collection) il peut alors être :

- Mis au pilon (détruit) selon des principes définis,
- Remplacé par une édition plus récente ou par un autre support (cas d'une encyclopédie papier remplacée par une version électronique),
- Remplacé par un substitut si épuisé (par une microforme, un cd-rom...),
- Relégué dans un dépôt (un magasin ou un lieu de stockage où il restera disponible sur demande).

Le désherbage 2019 de la Médiathèque du Confluent doit permettre de retirer :

- 556 livres (romans, bandes dessinées adultes) et 374 revues (adultes)
- 651 livres (romans albums bd jeunesses) et 260 revues (jeunesse)

*Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,*

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **AUTORISE** le désherbage de 1207 ouvrages et 634 revues de la médiathèque.
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour faire exécuter cette décision par les services municipaux.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

Marché aux livres – Vente de livres déclassés – Mise en place des conditions financières

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La médiathèque propose d'organiser une vente de livres déclassés suite au désherbage (délibération n°2019-092).

Seuls les ouvrages dans un état correct seront proposés à la vente. Le principe de la vente des ouvrages déclassés apparaît souhaitable à plusieurs égards : elle s'intègre dans la politique de lecture publique de la Ville car elle attire un public nombreux et offre la possibilité d'acquérir des livres à petits prix, elle donne une seconde vie à de nombreux ouvrages.

L'achat de ces documents est réservé aux particuliers, dans la limite de vingt documents par personne. Cette vente serait effectuée selon les tarifs proposés suivants :

Revue : 0,50 €

Livres de poche : 1 €

Autres types de livres (romans, BD, etc.) : 2 €

*Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,*

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **AUTORISE** la vente des ouvrages déclassés à l'occasion du désherbage,
- **FIXE** les prix de vente à :
 - Revues : 0.50 €
 - Livres de poche : 1 €
 - Autres livres : 2 €
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour faire exécuter cette décision par les services municipaux

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

* * * * *

ENFANCE – JEUNESSE

Avenant à la convention « Ecole numérique » avec le CDG 47 – 2020/2023

Monsieur le maire rappelle la convention signée avec le CDG (Centre départemental de gestion de la FPT) 47 portant sur le dispositif « Ecole et numérique » qui permet aux élèves, parents et

enseignants des écoles de la commune de bénéficier de l'accès à l'ENT (Espace Numérique de Travail), approuvée par une délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2014.

Cette convention fait l'objet d'un avenant qui comprend les modifications suivantes

Ce qui change :

- Le coût principal étant pris en charge par l'Académie et non plus par le CDG (location solution, hébergement, suivi projet.), le CDG propose un avenant à la convention actuelle actant une réduction importante du coût pour les collectivités,
- Le coût est réduit à 15€ par école,
- La convention couvre toutes les écoles du ressort de la collectivité,
- La convention CDG-Collectivité ne revêt plus un caractère obligatoire pour l'accès à l'ENT départemental,
- La convention propose un espace dédié à votre collectivité au sein de l'ENT, actif à la demande,
- Les ressources pédagogiques (en cours de test par des enseignants du département et la DSDEN47 dans le cadre du partenariat DSDEN47-CDG) seront proposées en option dans le cadre de la convention.

Ce qui ne change pas :

- La qualité du service fourni, le rectorat s'est engagé à reprendre l'existant à l'identique,
- L'identité départementale est conservée ainsi que l'adresse d'accès : <https://ecoles47.fr>,
- L'outil technique reste le même et se dote de l'interface avec le portail collège 6 me,
- La convention propose tous les outils de sécurité et d'audit en matériels de façon optionnelle,
- L'accès à l'ENT via l'adresse mail professionnelle pour les enseignants reste actif,
- Le lien entre l'ENT et l'annuaire Académique Fédéré (AAF) est toujours opérationnel.

Aussi, le conseil municipal est appelé à approuver l'avenant au service « Ecole numérique » proposé par le pôle numérique du CDG47, en annexe (annexe n°11)

***Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,***

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** de signer l'avenant à la convention d'adhésion « Ecole numérique » proposé par le pôle numérique du CDG47,
- **PREND NOTE** que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 15 euros par école, par an ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au paiement de la cotisation sont inscrits au budget 2020 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant de la convention d'adhésion à ce service proposé par le CDG 47 pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

Publié le 04/11/2019

Visa Préfecture le 31/10/2019

Décision du maire n°2019-04 – Procédure Adaptée – Attribution du marché n°2019-09 d'Aménagement intérieur du pavillon de la Comédie.

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2016-070 en date du 5 juillet 2016 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres.

VU la publication en date du 31 juillet 2019 sur le site demat-ampa et au BOAMP,

CONSIDÉRANT que la concurrence a joué régulièrement,

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder au choix du titulaire du marché d'« Aménagement intérieur du pavillon de la Comédie ».

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Attribution du marché « Aménagement intérieur du pavillon de la Comédie », entreprises retenues :

- Pour le lot n°1 "Plâtrerie / Plafonds / Isolation" :

MAINVIELLE

BP 13 – « St Christophe »

47 160 Puch d'Agenais

Montant du marché :

Offre de base : 134 336.64 € HT soit 161 203.97 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 161 203.97 € TTC

- Pour le lot n°2 "Menuiseries intérieures" :

ARCAS MAB TIVOLI

Tivoli

47 130 Bazens

Montant du marché :

Offre de base : 220 362.85 € HT soit 264 435.42 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 264 435.42 € TTC

- Pour le lot n°3 "Sols carrelés / Faïences" :

MINER S.A.S

ZAE de la Confluence – Route de Maourat

47 160 Damazan

Montant du marché :

Offre de base : 15 415.49 € HT soit 18 498.59 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 18 498.59 € TTC

- Pour le lot n°4 "Sols souples" :

MINER S.A.S

ZAE de la Confluence – Route de Maourat

47 160 Damazan

Montant du marché :

Offre de base : 23 954.82 € HT soit 28 745.78 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 28 745.78 € TTC

- Pour le lot n°5 "Peintures" :

DELTA DECO

ZAC de Fromadan

47 190 Aiguillon

Montant du marché :

Offre de base : 51 088.33 € HT soit 61 306.00 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 61 306.00 € TTC

- Pour le lot n°6 "Ascenseur" :

ORONA SUD OUEST SASU

Voie l'Occitane, n°805 – Bâtiment Hightech

31 670 Labège

Montant du marché :

Offre de base : 22 230.00€ HT soit 26 676.00 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 26 676.00 € TTC

- Pour le lot n°7 "Electricité" :

BADIE S.A.S

11 Avenue Pierre Mendès France

47 400 Tonneins

Montant du marché :

Offre de base : 59 000.00 € HT soit 70 800.00 € TTC

Total retenu : Offre de base soit un total de 70 800.00 € TTC

- Pour le lot n°8 "Chauffage / Ventilation / Plomberie / Sanitaire " :

CLOUPEAU FORONI

ZAC de Fromadan

47 190 Aiguillon

Montant du marché :

Offre de base + variante : 121 902 € HT soit 146 282.40 € TTC

Total retenu : Offre de base + variante soit un total de 146 282.40 € TTC

Soit un montant TTC du marché de 777 948.16 € (648 290.13 € HT)

ARTICLE 2 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget principal de la Commune.

ARTICLE 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.

Ampliation en sera adressée à Madame la Préfète du Lot-et-Garonne.

Publié le 23/10/2019

Visa Préfecture le 23/10/2019

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 20h30.

* * * * *

Le Maire,

Le secrétaire, Monsieur LASSERRE

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION